

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Polarisation

La montée en force de l'UDC est un phénomène dont l'ampleur inquiète. Sa capacité de communication, quant à elle, impressionne. Les élections fédérales du 19 octobre sont là pour en témoigner. La droite venait de céder du terrain face aux partis de gauche, mais le monde médiatique ne parlait que du parti de Blocher et de la polarisation du paysage politique helvétique.

Comme si les contre-réformes de ces dernières années en matière d'assurance-chômage et de protection sociale avaient été une simple plaisanterie. Comme si le démantèlement du service public était le résultat du hasard. Comme si le durcissement de la politique migratoire relevait de l'anecdote. La polarisation est réelle, il n'a aucunement fallu attendre les dernières élections pour en faire le constat.

Depuis le début des années 1990, le rouleau-compresseur d'une droite néo-conservatrice de moins en moins inhibée sévit en Suisse et dans le monde. Sa perspective est simple: revenir sur les quelques acquis concédés à la gauche et aux milieux populaires dans les trois décennies qui ont succédé à la Seconde Guerre mondiale et rétablir un régime capitaliste libéral comparable à celui qui a régné pendant le 19^{ème} et bonne partie du 20^{ème} siècles.

C'est contre ce projet-là que nous devons nous battre. Face à une bourgeoisie consciente de sa force, toute la gauche est appelée à intensifier sa présence sur les deux terrains de la défense de ses conquêtes sociales et politiques et de la discussion d'un projet alternatif de société. Dans ce contexte, elle porte une lourde responsabilité dans les mois et années à venir.

Réd.



DOSSIER

Socialistes et Conseil Fédéral: le dilemme ?

Point besoin de rappeler l'actualité: la participation des socialistes au Conseil fédéral anime les débats tant des médias que des militants. Et le suspense demeure car en effet toute sorte de combines, manœuvres et autres tractations de dernière minute sont à attendre. La presse les suivra avec minutie, les fins tacticiens du Parlement discuteront jusqu'à l'aube du 10 décembre prochain de la ligne la plus adéquate à adopter pour leurs formations politiques respectives. Ce jour-là à n'en pas douter tous les yeux seront rivés vers la Berne fédérale.

Au-delà des conjectures et de l'astrologie politique, deux constats s'imposent. Premièrement, la formule dite «magique»

semble vivre ses dernières heures. Constituée en 1959, en pleine guerre froide, au moment où la Suisse connaissait un développement économique soutenu, la composition gouvernementale décidée alors périra 12 ans après la chute de l'Union soviétique et suite à l'émergence d'une nouvelle force politique dominante au sein du Bloc bourgeois: la blochérienne Union démocratique du centre. Deuxièmement, le parti socialiste suisse (PSS) en tant que représentant de la gauche au gouvernement suisse se voit dans une situation délicate. En effet, il doit se positionner par rapport aux termes de sa participation.

> Suite du dossier en pages 5 à 12

Démocratiser l'altermondialisme

L'altermondialisme a cela de séduisant qu'il ne présente pas les pompeux appareils de la politique dite traditionnelle. A l'exclusion d'Attac et des ONG, les nouveaux mouvements rechignent pour la plupart à adopter des statuts, renoncent aux votes dans les assemblées et autres motions d'ordre. Comme si les élections étaient réservées à l'officialité de la politique politicienne, les comités auto constitués sont ainsi devenus légions. Les décisions se prennent à l'unanimité. Et quand des divergences idéologiques apparaissent, les groupes de travail, mouvements et forums parallèles foisonnent au lieu de chercher à gérer les contradictions dans une seule et même instance.

Trêve de théorie, place à quelques exemples. Dans les réunions internationales de préparation à la manifestation anti-g8 à Genève, les quelques altermondialistes affichant une position divergente à la majorité se voyaient alors hués par une minorité bruyante mais de toute évidence convaincante. Comme si la force d'un mouvement se mesurait à sa capacité à museler les divergences... Au Forum social lémanique, la ratification d'une proposition ne se fait pas par un vote mais par un original «ainsi, font, font, les petites marionnettes» tous bras en l'air. Pas de contre-épreuve non plus, il va de soi que les divergences affaibliraient le mouvement. Partout, dans les mouvements sociaux, des comités se créent, «par en bas» dans le texte, mais surtout sans élection aucune. Les postes à responsabilité et à visibilité médiatique sont donc pourvus de manière tacite, par cooptation, par téléguidage de quelques grands

manitous de la gauche démocratique ou non dont la politesse nous pousse à taire les noms. Dans les assemblées du Forum social suisse, quelques personnes, pour la plupart non-élues, non-déléguées s'arrogent le droit de rédiger et d'amender une déclaration des mouvements sociaux que les composantes démocratiques ne peuvent soutenir dans l'imédiat faute de légitimité. Dans ce contexte, les forums sociaux sis en Suisse risquent de devenir les otages du rapport de force entre quelques groupuscules politiques. Cette situation ne saurait perdurer car le pouvoir de l'ombre risque aujourd'hui de démotiver de nombreux-ses militant-e-s.

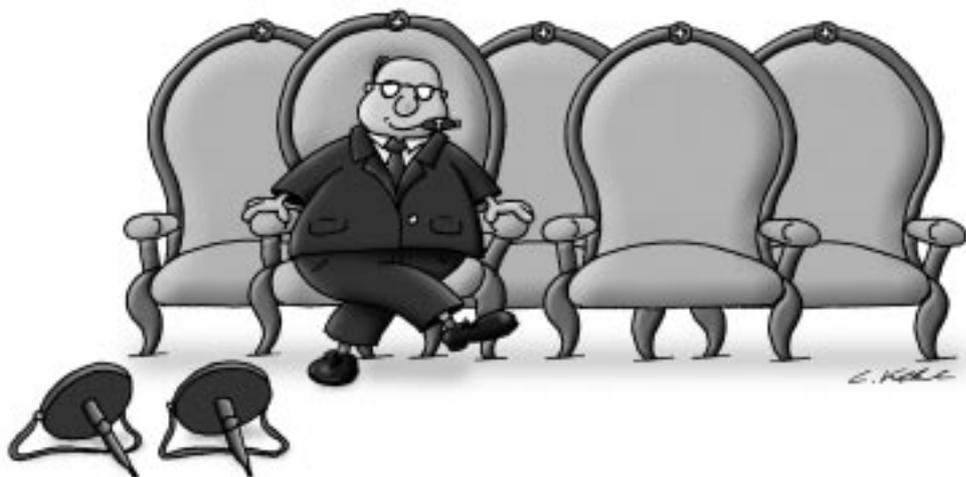
Quant aux partis politiques démocratiques, ils se sont enfermés pour la plupart dans le parlementarisme et tendent à oublier les actions de mobilisation plus larges. Si militant-e-s politiques et altermondialistes se retrouvent dans les mêmes cortèges lors des manifestations nationales, leur collaboration reste insuffisante.

Fort de leurs succès, les mouvements altermondialistes se doivent aujourd'hui d'effectuer une double révolution démocratique: d'une part, à l'interne, il leur faut démocratiser leur structure et faire acte de transparence, et d'autre part, investir la démocratie parlementaire en accroissant leur influence dans les lieux de décisions, même si cela implique de se frotter aux partis politiques de gauche. Encore faut-il que ces derniers daignent accorder à ces mouvements l'importance qu'ils méritent... Car ce n'est que lorsque tous ces acteurs agiront ensemble qu'un autre monde sera enfin possible.

Arnaud Bouverat

SOMMAIRE

- 1 Polarisation
- 2 Démocratiser l'altermondialisme
- 3 Front des gauches
- 4 Quand les lobbies néolibéraux balaient le droit a coups de pompe
- 5 à 12 Dossier: *Socialistes et Conseil Fédéral: le diemme?*
- 13 Argentine et dettes publiques: immoralement acceptable
- Résistance andine
- 14 Mais que fait la police?
- 15 Humeur
- 15 Ils l'ont dit...
- 16 La dernière
- 16 Agenda



Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel : Fr. 39.-
Abonnement de soutien : Fr. 100.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :

Case postale 3567, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :

Cesla Amarelle (CAm), Carole-Anne Kast (CK), Oran McKenzie (OMK), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Yves Steiner (YS), Christian Vullioud (CV).

Comité :

Arnaud Bouverat, Michel Cambrosio, Nils de Dardel, Dan Gallin, Valérie Garbani, Lyonel Kaufmann, Stéphanie Lammar, Kevin Luximon, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montangero, Eric Peytremann, Stéphane Rossini, Gianni Schneider, Alberto Velasco.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariétoz, Géraldine Savary, Séverine Tys Claude Vaucher.

Maquette :

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vullioud, Le Sentier.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

Front des gauches

L'intensification de la coopération au sein de la gauche helvétique est une nécessité. Objectif: la construction d'un front des gauches face au bloc bourgeois. Pour y parvenir, une clarification politique parmi les différentes organisations et mouvements s'impose.

Le nouveau Parlement suisse sera davantage à gauche. En effet, les verts, les socialistes et les organisations regroupées sous la dénomination «A gauche toute !» ont vu leur nombre de sièges augmenter. L'Assemblée fédérale sera également plus à droite avec un bloc bourgeois qui passera davantage sous la houlette de l'UDC. Conséquence: la vie politique et sociale helvétique vivra une accentuation de la polarisation que nous connaissons maintenant depuis de longues années.

Dans ce contexte, la fin de la dernière législature donnait des signes avant-coureurs des affrontements futurs - l'attaque en règle contre l'AVS et la réduction des droits des personnes au chômage; la politique fiscale et financière d'une bourgeoisie qui s'accorde sans scrupule des allègements fiscaux, vide les caisses publiques et annonce, au tournant, une amnistie fiscale - et indique la voie des années à venir. Scénario peu réjouissant également en ce qui concerne la politique migratoire et extérieure.

Face à cette perspective, les forces de gauche peuvent encore moins que dans le passé se payer le luxe des tergiversations idéologiques, de la mollesse de l'action ou des attitudes sectaires. Une certaine clarification s'impose.

CLARIFIER LE DISCOURS ET L'ACTION

Les socialistes sont appelés à transformer leur rejet du social-libéralisme et l'adoption d'une posture plus progressiste dans le cadre de leur plateforme électorale en actes. Les déchirements autour de la libéralisation du marché de l'électricité ou la politique du compromis mou dont l'ultime

manifestation a été donnée dans le cadre de la 11^{ème} révision de l'AVS par des personnalités éminentes du parti, rendent difficilement crédible le principal parti de gauche de ce pays aux yeux d'une frange importante de son électorat potentiel qui préfère s'abstenir.

Les Verts, malgré un certain nombre de figures fortes, continuent à traîner une aile «écologico-bourgeoise» qui risque de leur poser des problèmes à terme. Car même si leur double profil de parti d'opposition et de mouvement de défense des espaces verts est payant électoralement parlant, la fiabilité de ce même électorat par rapport au durcissement du climat social reste encore à être prouvé.

Quant aux différentes composantes de l'extrême-gauche, à leur rhétorique altermondialiste et la concentration sur «le mouvement social» correspond trop souvent une pratique peu transparente et une attitude de rejet parfois absolu de la gauche dite institutionnelle. Or, le sectarisme est l'ennemi principal de la construction d'une alternative sérieuse à ce monde à l'envers dans lequel nous vivons.

COOPÉRER POUR CROÎTRE

Il serait vain d'ignorer les divergences existantes entre les forces du progrès. Pourtant, la gauche aurait le potentiel de se renforcer considérablement ces prochaines années sous condition des clarifications nécessaires dont nous venons de brosser un bref tableau. La polarisation sociale en cours amènera un nombre croissant de personnes à chercher une perspective de changement du côté de la gauche. Il serait inexcusable alors de ne pas être au rendez-vous.

Un rapprochement entre les différentes composantes de gauche relève de l'ordre du possible et il ne suffit plus de se limiter à des contacts circonstanciés lors de campagnes référendaires. Il convient d'instaurer un dialogue soutenu, de discuter des bases d'action d'une telle coopération renforcée en visant la constitution, à moyen terme, d'un authentique «front des gauches» face au bloc bourgeois. Au niveau programmatique, ce rapprochement devrait reposer sur un projet clair visant l'évolution vers une autre société possible.

L'ALTERNATIVE EXISTE

Dans ce contexte, il s'agit pour la gauche de cesser de dire et redire ce qui est devenu un authentique lieu commun: celui de l'absence d'un programme cohérent. En effet, lors des Forums sociaux mondiaux, continentaux ou nationaux, par peur de heurter des sensibilités politiques et de voir les rassemblements altermondialistes se transformer en

véritable plate-forme de débat et de définition démocratique d'un projet alternatif de société, c'est une sorte de silence de plomb qui entoure cette question. La social-démocratie, quant à elle, restera vraisemblablement encore pendant longtemps aux abonnés absents.

Or, le projet de la gauche nous a été légué par les militant-e-s qui nous ont précédé-e-s: démocratiser la vie sociale, économique et politique. La soustraction des principales activités économiques de la logique capitaliste et leur soumission au contrôle démocratique, l'abolition des hiérarchies, des inégalités et de l'arbitraire dans le monde du travail, la mise en pratique du droit à la santé, à l'éducation et à une vieillesse digne en sont quelques éléments indispensables même si de loin pas suffisants dans l'optique de la construction d'une société égalitaire et libre.

Philipp Müller

PARTICIPATION DU PS: LES VRAIES RAISONS...



Quand les lobbies néolibéraux balaient le droit à coups de pompe

En mai 2003, les Fribourgeois-e-s ont rejeté l'extension nocturne et dominicale des heures d'ouverture des magasins de stations d'essence. Cinq mois plus tard, les shops stations-service sont toujours ouverts le soir et le dimanche. Le culte de la consommation a emporté la mise, foulant du pied la légitimité démocratique.

Par Xavier Ganoz,
syndicaliste Unia, Fribourg

Au cours du printemps 2001, les syndicats fribourgeois opèrent quatre sondages auprès des vendeuses des shops de stations-service du canton. A leur contact, ils s'aperçoivent que les conditions de travail sont misérables: le salaire horaire brut du personnel atteint péniblement une moyenne de Fr. 17.-; près de 90% des employées travaillent la nuit, les dimanches et les jours fériés sans compensation en salaire ou en temps libre. Ceci en complète violation de la Loi sur le Travail (LTr.) et alors que la majorité de ce personnel est constitué de mères de famille.

L'ETAT FAIT LA SOURDE OREILLE

Alarmés par ce constat, les syndicats dénoncent la situation. Au total, ce ne sont pas moins de 14 plaintes officielles qui sont adressées, tant à l'inspection cantonale du travail qu'au secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), tant à la police du commerce qu'au Conseil d'Etat. A ces invectives, les administrations cantonales et fédérales ne donnent aucune suite, malgré

l'évidence d'abus.

QUAND LA DROITE A L'ESPRIT D'OUVERTURE...

Les déconvenues ne s'arrêtent cependant pas-là. En juin 2002, la majorité bourgeoise du Grand Conseil avalise l'occupation du personnel des shops le soir, le dimanche et tous les jours fériés. Cédant à la sacralisation du profit, les parlementaires de droite font preuve d'une arrogance que seule égale leur déconsidération pour les employé-e-s concerné-e-s. En d'autres termes, ils légalisent l'illégal.

VICTOIRE RÉFÉRENDAIRE

Dernier recours des syndicats, l'appel au peuple. En quelques semaines, un mouvement d'opposition voit le jour, réunissant toutes les forces de gauche, syndicats, PS, Chrétiens-sociaux et les Verts. Un mouvement renforcé par l'adhésion des bouchers, boulangers et petits détaillants qui voient dans les décisions prises une claire menace de concurrence déloyale. Un référendum est organisé; ensemble, militants de gauche et artisans récoltent les signatures nécessaires au scrutin. Le 18 mai,

d'une courte majorité, les Fribourgeois-e-s renvoient les parlementaires bourgeois à leur copie.

DES AUTORITÉS QUI IGNORENT LA DÉMOCRATIE

Les référendaires avaient partie gagnée et confirmation était donnée que les citoyens sont capables de se définir autrement que par l'acte d'achat. Mais le sentiment de victoire fut de courte durée; c'était sans compter sur l'inertie des autorités et la mauvaise foi du conseiller d'Etat radical en charge de l'économie du canton. Au lendemain du verdict populaire, ce dernier avait promis une

action rapide de son département pour faire appliquer la volonté des votants. Près de six mois plus tard, 80% des shops ouvrent toujours leurs portes, comme auparavant. Tout aussi consternant, le Seco exerce aujourd'hui une pression grandissante pour modifier la LTr., ceci dans le but d'élargir les heures d'ouverture de shops et de rendre caduc le résultat ressorti des urnes. Il ne reste donc plus aux opposants qu'une solution ultime, la voie juridique. Ils sont fermement décidés à poursuivre les lobbies pétroliers et de la grande distribution (ok-Coop, Migrol), jusqu'au Tribunal Fédéral s'il le faut. Leur principale attente demeure toutefois un combat similaire dans les autres cantons, sans quoi ils prévoient la mort anonyme des efforts accomplis jusque-là.

EN BREF

Les premiers seront les derniers, les derniers seront les premiers

Agrariens, démocrates-chrétiens, radicaux, voire certains sociaux-démocrates très «tendance» veulent que l'Etat et sa gestion soient «transparents». Leur science: le *New Public Management* et leur modèle: l'entreprise privée. Sauf que ledit modèle a du plomb dans l'aile. En 2002, 37 entreprises suisses sur 100 enquêtées par la *Fondation Ethos* ne respectaient pas les critères de gestion et de comptabilité fixés par la Bourse suisse. Aux derniers rangs, on trouvait Edipresse et EMS Chemie, la firme d'un certain Christoph Blocher...
Source: Ethos, Les Entreprises suisses à l'épreuve du gouvernement d'entreprise, 2002

LE TRAVAIL DU DIMANCHE

Les conditions permettant l'occupation dominicale du personnel des shops (LTr., ord. II. Art. 26):

- l'indispensabilité économique doit être prouvée (= plus de 51% du chiffre d'affaires doit être réalisé le dimanche);
- l'assortiment des produits doit correspondre aux besoins spécifiques des touristes et voyageurs (guides, cartes géographiques et postales, souvenirs, produits du terroir);
- le shop doit être situé sur un axe autoroutier ou à forte fréquentation touristique (ce qui exclut le trafic pendulaire et/ou local);
- le personnel doit choisir librement et volontairement de travailler le dimanche;
- une compensation salariale de 150% doit être accordée.

L'ensemble de ces conditions doit être réuni.

EN BREF

Suisse – Air

La Suisse suffoque, son économie s'asphyxie et sa compétitivité face à la concurrence internationale se meurt. A qui la faute? Au garrot d'une politique fiscale jugée étouffante par les milieux économiques de ce pays et leurs relais bernois. A cette droite bourgeoise, reine de la mystification, la lecture d'un récent rapport de l'OCDE sur les recettes fiscales est vivement conseillée. En 2002, la quote-part fiscale suisse a été de 31,3% contre 40,5% pour l'Union européenne. S'étouffe qui voudra.
Source: OCDE, Statistiques des recettes fiscales (1965-2002)

DOSSIER : SOCIALISTES ET CONSEIL FÉDÉRAL : LE DILEMME ?

Participation au conditionnel

Les termes du débat semblent limpides. Le 10 décembre prochain, l'Union démocratique du centre (UDC) soumettra deux candidats à l'Assemblée fédérale en vue de leur élection au Conseil fédéral. Au cas d'un refus de ce chantage, le parti passerait à l'opposition – ce qui reste encore à être prouvé – et avec lui la désormais principale force de droite de ce pays. La Suisse, dit-on, vit la fin d'une époque.

D'ici la date fatidique, beaucoup de manœuvres sont encore possibles. Or, quoi qu'il arrive, pour la principale organisation politique de gauche de ce pays, le parti socialiste, deux questions doivent se trouver au cœur des débats : la base politique de sa participation ainsi que son attitude face à une élection du tribun, grand entrepreneur et financier zurichois.

LOGIQUE «ARITHMÉTIQUE»?

D'aucuns considèrent que le PS siège au Conseil fédéral par le seul fait de représenter une partie importante de la population. Ceci est un non-sens. Bien qu'il n'existe pas d'accord de coalition entre les quatre partis gouvernementaux, la formule «magique» de 1959 a été bâtie sur un consensus politique minimal. De leur côté, les socialistes inscrivait désormais sans équivoque leur action politique dans le moule du capitalisme suisse. La majorité de droite acceptait pour sa part une certaine redistribution des fruits de la croissance permettant des avancées en matière de

démocratisation sociale, notamment l'élargissement de l'Assurance-vieillesse et survivants (AVS) et l'instauration d'une assurance-chômage obligatoire.

Ce consensus minimal a volé en éclats. Que ce soit en matière fiscale, sociale ou économique ; qu'il s'agisse de l'AVS, de la politique financière, du droit d'asile ou du service public, le Conseil fédéral mène une politique d'une dureté inégalée depuis les années 1930.

Alors de deux choses l'une : soit le PS reste au Conseil fédéral par simple logique «arithmétique», continue à avaler des couleuvres qui seront plus grosses dans les années à venir et risque de perdre son électorat de gauche ; soit il conditionne sa participation à des concessions substantielles de la part de la droite bourgeoise dans le domaine des politiques financière, sociale, économique,

migratoire et de service public.

L'INADMISSIBLE

Deuxième enjeu crucial : l'élection de Christoph Blocher. Croire qu'il est possible d'intégrer, d'amadouer voire même de neutraliser celui qui a construit durant les trente dernières années le succès de l'UDC, un empire industriel et financier et une réputation de grand tribun populiste, relève de la naïveté. Blocher n'est pas Haider. Il saura imposer une politique néo-conservatrice plus intransigeante encore au collège gouvernemental d'entente avec le Roi valaisan et peut-être avec Franz Steinegger, autre représentant de la droite économique. Une perspective indéfendable.

SAVOIR SORTIR

Les enjeux sont donc de taille et une chose est certaine : il ne saurait être question que le PS

affronte l'échéance à venir sans avoir sérieusement envisagé de constituer un gouvernement de centre-gauche intégrant également un-e représentant-e des Verts. Face à l'échec de cette tentative et suite à l'élection de Blocher, la sortie des socialistes du Conseil fédéral doit être sérieusement envisagée.

Avec une gauche qui s'est renforcée suite aux dernières élections, des syndicats plus combatifs, un mouvement social – certes quelque peu éclaté mais néanmoins incontournable – et les armes de la démocratie directe, les conditions d'une politique d'opposition ferme seraient réunies. La participation n'est pas une chose absolue, intouchable et à jamais inscrite dans les tables de la loi du socialisme suisse. En 1959, il existait des raisons d'entrer au gouvernement, aujourd'hui, il faut savoir en sortir.

La rédaction

L'intégration des socialistes au Conseil fédéral: une histoire en étapes

Pour le PSS de la fin du XIX^{ème} siècle, la question de l'intégration politique ou celle d'une participation au gouvernement ne se posait pas....

6-7

Services publics: le rôle d'un ministre socialiste

Les critiques adressées au «camarade Moritz» sont nombreuses et certainement pas toujours entièrement justifiées. Toujours est-il que le conseiller fédéral socialiste...

8-9

La participation des socialistes au CF est devenue contre-productive

En décembre 1943, les radicaux cédaient l'un de leurs quatre sièges au Conseil fédéral pour permettre l'élection d'un socialiste et renonçaient ainsi à leur majorité absolue...

10

Une seule certitude: le PS ne peut se faire le complice de l'UDC

Depuis le 19 octobre 2003, toutes et tous reconnaissent en la Suisse un nouvel Etat: le Blocherland. Le putsch de l'UDC a été tacitement admis dès le 20 octobre 2003...

11

Affaire Pesenti: quand la gauche ne fait pas le poids

Bien que purement cantonale, l'annonce du désaisissement du porte-feuille des affaires sociales des mains de la conseillère d'Etat socialiste Patrizia Pesenti a ébranlé toute la Suisse...

12

DOSSIER : SOCIALISTES ET CONSEIL FÉDÉRAL : LE DILEMME ?

L'intégration des socialistes au Conseil fédéral: une histoire en étapes

En 1943, le premier socialiste, Ernst Nobs, entre au Conseil fédéral. Son successeur, Max Weber, démissionnera avec fracas en 1953 ouvrant une courte période d'opposition avant la constitution de la formule magique en 1959. Retour en arrière sur les faits marquants de l'intégration du PSS au gouvernement national.

Par Olivier Longchamp, historien, Lausanne

DES PREMIERS MOUVEMENTS OUVRIERS AUX LENDEMAINS DE LA GRÈVE GÉNÉRALE DE 1918

Pour le PSS de la fin du XIX^{ème} siècle, la question de l'intégration politique ou, plus encore, celle d'une participation au gouvernement via le jeu parlementaire traditionnel, ne se posait pas. Le jeune parti ouvrier d'opposition unissait des tendances de gauche relativement hétéroclites allant de la gauche anarcho-syndicale à l'ancienne gauche du parti radical, prônant la lutte du travail contre le capital. Le mouvement socialiste d'alors revendiquait l'avènement d'un autre modèle social et en conséquence ne s'identifiait qu'avec difficulté à un système politique bourgeois duquel il avait d'ailleurs peu à espérer: la révision des droits de douane en 1903 avait scellé l'alliance entre capitalistes libre-échangistes et paysans protectionnistes et le système majoritaire permettait au bloc bourgeois ainsi constitué de conserver très largement le pouvoir politique institutionnel en dressant un mur face aux tentatives électorales du mouvement ouvrier. En 1908 encore, les conseillers nationaux socialistes n'étaient qu'au nombre de sept.

Les fortes tensions sociales qui se développèrent durant la Première Guerre mondiale allaient cependant provo-

quer deux changements notables qui modifieraient la situation politique du PSS. A la grève générale provoquée par une dégradation très rapide des conditions de vie des classes travailleuses répondit en 1919, l'instauration de la proportionnelle. Celle-ci – et c'était ainsi qu'elle avait été conçue par des partis bourgeois soucieux d'éviter de nouvelles conflagrations sociales – ouvrit de nouvelles perspectives à ceux qui, au sein du mouvement ouvrier, s'étaient déclarés en faveur d'une voie réformatrice vers le socialisme. La scission entre réformistes et révolutionnaires au Congrès de Berne en 1920 et la création du Parti communiste suisse qui en résulta, même si elle affaiblissait temporairement un PSS privé d'un cinquième de ses membres, ouvrait elle aussi la voie vers son intégration progressive dans l'arène politique helvétique.

L'INTÉGRATION PROGRESSIVE DU PSS: 1920-1943

L'intégration progressive du mouvement ouvrier et, à sa suite, celle du PSS se concrétisa d'abord dans la sphère économique, notamment via la gestion des caisses de chômage paritaires ou syndicales subventionnées. C'est donc dans les syndicats que se manifestèrent en premier lieu les conséquences des nouvelles perspectives politiques d'intégration. En 1927, la FOMH biffa la référence à la lutte des classes de ses statuts. Le PSS allait l'imiter lors de la

révision de son programme en 1935, qui consacra le quasi-abandon des thèses marxistes politiques – notamment la référence à la dictature du prolétariat – encore présentes dans le texte de son programme précédent de 1920.

Mais deux autres éléments soulignent d'autant plus la volonté d'intégration du PSS : en 1929, la direction du Parti envisagea de présenter Emil Klöti, alors maire de Zurich, comme candidat au Conseil fédéral. La candidature de Klöti fut rejetée par les Chambres en décembre; le Parti radical concédait déjà à cette date un siège de conseiller fédéral au jeune PAB et n'entendait pas en céder un second.

La présentation d'un candidat socialiste à l'élection au Conseil fédéral marquait d'une première façon symbolique la volonté du PS d'achever son intégration au sein du système politique helvétique. Une deuxième concession importante et symboliquement forte fut l'introduction en 1935 dans le programme du PSS d'un chapitre qui reconnaissait la nécessité de la défense nationale. Décision majoritaire remportée devant la crainte de la menace fasciste.

La convergence des syndicats et du PSS vers une intégration complète dans le système de la défense nationale et spirituelle, au seuil de la Deuxième Guerre mondiale – une sorte de seconde union sacrée – a été

souvent mise en évidence par les travaux historiques récents. Ce processus d'intégration culmine avec la signature, par Conrad Ilg au nom de la FOMH, de la paix du travail en 1937.

En 1939, le PSS vota les pleins pouvoirs et approuva l'interdiction du parti communiste et celle de la FSS de Léon Nicole: Paul Meierhans, membre de la commission consultative du Conseil fédéral ne s'opposa pas à cette mesure, lorsqu'elle lui fut soumise en août 1940. A cette date, le PSS tentait d'entrer au Conseil fédéral avec deux représentants, par le biais d'une initiative constitutionnelle qui aurait porté le nombre des conseillers fédéraux à neuf et soumis leur élection au peuple à la proportionnelle. Mais la situation de guerre rendait difficiles des modifications constitutionnelles importantes, et la perspective se heurta au refus de la bourgeoisie.

LA PREMIÈRE PHASE DE LA PARTICIPATION: DE L'ÉLECTION D'ERNST NOBS À LA DÉMISSION DE MAX WEBER (1943-1953)

L'intégration du PSS désormais pratiquement achevée rendait nécessaire la confection d'un nouveau programme. La publication de «La Suisse Nouvelle», en 1942, répondait à cette nécessité. Ce texte devait donner les lignes directrices de la politique que le PSS entendait mener après-guerre. Par ce programme, le PSS adopta une ligne

qui visait d'abord à obtenir le maintien d'une structure économique dirigiste du type de celle qui avait été mise en place, avec son précieux concours, dans le cadre de l'économie de guerre, et d'envisager l'augmentation du poids de l'Etat dans la société capitaliste helvétique (direction fédérale de l'économie, nationalisations, conseils d'entreprises, etc.).

Un tel programme convenait aux attentes d'une partie toujours plus importante de la population et le PSS remporta en 1943, un succès électoral historique et inégalé depuis : une progression de 11 sièges assurait désormais au principal parti d'opposition 56 des sièges du Conseil national. En décembre, Nobs était élu ; à cause des craintes d'une bourgeoisie inquiète de l'évolution de la politique internationale.

L'élection de Nobs consacrait la politique d'intégration suivie par le PSS depuis la fin de la Première Guerre mondiale; d'une part, les réformes sociales intervenues en 1947 – AVS et articles économiques – dans un contexte de succès de la gauche à l'échelle européenne pouvaient rendre crédible l'idée d'une transformation du capitalisme de l'intérieur. D'autre part, la responsabilité de la politique gouvernementale incomba désormais à un Parti socialiste dont le ministre, étroitement surveillé, appliquait la politique d'un bloc bourgeois de moins en moins enclin aux concessions au fur et à mesure que les craintes d'une crise s'estompaient dans l'après-guerre. Ernst Nobs d'abord, Max Weber qui le remplaça à la tête du Département des finances dès 1951 ensuite, allaient en faire l'expérience avec la réforme des finances fédérales.

L'OPPOSITION CONSTRUCTIVE: 1953-1959

Cette question était pendante depuis la Première Guerre mondiale. Farouchement hostile à toute extension constitutionnelle des recettes de la Confédération, la droite avait toujours refusé l'extension durable de l'assiette fiscale

fédérale en direction des revenus et de la fortune, en dépit de l'existence quasi continue d'impôts directs provisoires depuis les années 1930. Au début de la guerre, les pleins pouvoirs avaient permis d'entériner un compromis selon lequel la droite acceptait les prélèvements directs tandis que la gauche admettait l'impôt indirect (ICHA). La guerre terminée, il importait d'asseoir les ressources fiscales fédérales sur des bases constitutionnelles. Tant Nobs en 1948, que Max Weber en 1953, persuadés de la nécessité de fonder cette réforme sur le compromis issu de la guerre, se heurtèrent à la droite économique qui refusait l'impôt direct.

Le refus du plan financier de Weber, à la fin 1953, marque les limites de la politique de concordance: durant la campagne politique les partis politiques bourgeois cantonaux avaient finalement dénoncé un projet gouvernemental pourtant

accepté aux chambres qui, selon Weber, était à la limite de ce que le PSS pouvait concéder.

Au lendemain du rejet de son programme, la démission inattendue de Weber plaçait le PSS devant deux stratégies possibles: d'un côté, la poursuite d'une politique d'opposition, visant la confrontation avec les partis bourgeois, notamment sur les questions les plus controversées de la période (armement atomique ou 44 heures par exemple); le PSS préféra la seconde option, consistant à adopter une politique dite d'opposition constructive. Celle-ci devait obliger la droite à admettre un retour du PSS au Gouvernement avec deux conseillers. Pour le PSS, il s'agissait par un recours à la démocratie directe, de montrer qu'il n'était guère possible désormais de gouverner sans lui, sans toutefois s'opposer frontalement aux partis bourgeois; il s'agissait aussi de ne pas renier l'attitude responsable – gage d'aptitude à

gouverner – adoptée au cours des années précédentes. L'expérience fut un échec : ainsi, les initiatives présentées par le PSS pendant cette période furent rejetées. A l'échelle de la politique financière un projet de réforme des finances fédérales bien moins favorable à la gauche que ceux de 1948 ou 1953 fut finalement adopté en 1958 contre l'avis du PSS et des syndicats, prouvant que la droite pouvait, si elle l'entendait, se passer des socialistes pour faire passer en force des réformes légales fondamentales.

Cette période d'opposition se termine en 1959, avec l'élection de deux socialistes au Conseil fédéral. Vacciné par l'expérience difficile de la période précédente, le PSS entendait désormais fonder sa nouvelle participation en délaissant le terrain idéologique pour celui des réalisations pragmatiques espérant ainsi séduire des classes toujours plus diverses de la population.



DOSSIER : SOCIALISTES ET CONSEIL FÉDÉRAL : LE DILEMME ?

Services publics: le rôle d'un ministre socialiste

Depuis 1995, Moritz Leuenberger, conseiller fédéral socialiste, est en charge du dossier des services publics. Dans cette fonction, il a été un des principaux artisans des libéralisations dans ce secteur. Contre vents et marées et contre son propre parti.

Les critiques adressées au «camarade Moritz» sont nombreuses et certainement pas toujours entièrement justifiées. Toujours est-il que le conseiller fédéral socialiste a joué un rôle actif indiscutable dans le démantèlement des services publics ces dernières années. Un constat inadmissible du point de vue socialiste à l'heure du durcissement du climat social et de la fin imminente de la formule «magique». Voici un bref survol de l'évolution dans les principaux secteurs concernés.

TÉLÉCOMS: PROMESSES NON TENUES

Dès 1998, la séparation entre Poste et Télécom PTT – devenu Swisscom – est devenue réalité avec l'appui des socialistes au Conseil fédéral et au Parlement. Cheval de bataille des avo-

cats de la libéralisation des télécommunications: la baisse des prix. Promesse tenue pour les grandes firmes, mais déjà moins pour les ménages qui ont vu leur facture globale augmenter de 30% entre 1999 et 2002 (PdG, octobre 2002). La facture des uns soulage donc celle des autres. Autre promesse non tenue, la création d'emplois dont le solde depuis 1998 est négatif alors que le chiffre d'affaires par poste augmente 1,5 fois plus vite que la masse salariale par poste entre 1998 et 2001 (PdG, juillet 2003).

Quant à l'opérateur Swisscom – dont la Confédération est principal actionnaire, il poursuit son démantèlement, bref, sa mise en conformité au dogme du marché. D'une part, entre 1998 et 2002, pas moins que 1'500 postes de travail ont été supprimés. D'autre part, et imi-

tant en cela la pratique du capitalisme transnational, l'ancienne régie possède une filiale sur l'île de Jersey, centre financier *off-shore*, et ce, afin de «gérer activement» ses fonds propres, c'est-à-dire en s'économisant quelques émoluments fiscaux, en Allemagne notamment (*Bilan*, février 2003).

POSTE: LENT CRÉPUSCULE

Le secteur postal est également soumis à la logique économique du secteur privé. La recherche de rentabilité à tout prix pour autofinancer les investissements, constituer des réserves et rémunérer le «capital» à de nombreuses conséquences sur le service public: disparition de bureaux de poste dans les villes et les régions périphériques, employés soumis à des contraintes d'efficacité toujours

plus importante alors que l'effectif ne cesse de diminuer, la qualité du service étant inévitablement atteinte. Confrontée à l'abaissement du monopole de La Poste sur le courrier à 100 gr., l'entreprise a présenté fin 2002 un plan de restructuration de ses centres de tri (REMA) qui vise à réduire leur nombre de neuf à trois. Seule la forte pression conjuguée de l'opinion publique et des mobilisations des employés ont permis à forcer la direction de la Poste à présenter un compromis. Ce dernier ne remet tout de fois pas en question l'orientation générale de l'entreprise: la rentabilité avant tout.

CFF: FIERTÉ PERDUE

Si les CFF n'ont pas été privatisés et la loi de libéralisation est restée modeste, le secteur des transports publics n'a pas pour autant été épargné. L'évolution est particulièrement palpable au niveau des conditions de travail. Une analyse approfondie parue récemment et intitulée «Libéralisation et réforme des

LES ANNÉES DREIFUSS : UN CERTAIN REMPART CONTRE LE DÉMANTÈLEMENT SOCIAL

Assurance-maladie: A peine arrivée au Conseil fédéral, en mars 1993, Ruth Dreifuss reprend les dossiers de Flavio Cotti et défend l'introduction de la LAMal et son système particulièrement inégalitaire de primes par tête. Son combat pour la définition des primes en fonction du revenu restera vain au sein du Conseil fédéral et bien peu entendu, aucun contre-projet n'étant présenté face à l'initiative du PSS «La santé à prix abordable». Depuis fin 1995 et leur 25% d'augmentation, les primes ne cesseront de grimper. Si, pour Dreifuss, cette nouvelle loi reste malgré tout un objet de satisfaction, elle n'a pas répondu aux attentes du parti en terme de justice sociale. A l'instar de Hans Peter Tschudi, Ruth Dreifuss aura tout au plus réussi à introduire une assurance obligatoire pour toute la population.

Assurance-vieillesse et survivants: Le mandat de Ruth Dreifuss commence par une remise à l'ordre en 1994 lorsqu'elle publie une lettre contre le relèvement de l'âge de la retraite des femmes. Peu après, elle défendra ce même relèvement en échange d'une amélioration des rentes des personnes à bas revenus. Les améliorations de la 10^{ème} révision se feront donc sur le dos des femmes. Dreifuss se bat alors contre les positions de son propre parti. Elle le justifie en renvoyant à une promesse obtenue du Conseil Fédéral: celle de la flexibilisation de l'âge de la retraite. Or ce fût un échec et aujourd'hui nous devons nous battre contre la 11^{ème} révision de l'AVS.

Quant à l'assurance-maternité, c'est le clan bourgeois qui fera capoter le projet le plus progressiste de la conseillère fédérale genevoise. Par référendum populaire, 61% des votant-e-s s'y opposeront.

Bilan: Dreifuss se disait consciente de ne pouvoir être une porte-parole des luttes socialistes au sein du Conseil fédéral et de la déception qu'elle allait provoqué parmi les gens qui se battent pour plus de justice sociale. Bien que la *Wochezeitung* l'ait décorée du titre de «meilleure gardienne des acquis».

Réd.

transports publics: analyse des implications de l'ouverture à la concurrence sur les conditions de travail de la branche en Suisse», dresse un état des lieux sans concessions. L'auteur, François Gatabin, constate un durcissement des négociations salariales et met en évidence un fléchissement des salaires depuis cette date qui se traduit par une diminution du pouvoir d'achat des employés de la branche, et ce malgré une augmentation substantielle de la productivité (de 18% à 23%) et un résultat d'exploitation en situation d'équilibre voir d'excédent depuis un certain nombre d'années. Les effectifs ont diminués (1990: 37'694; 1999: 29'202; 2002: 27'757) alors que l'offre s'étoffe. Conséquences directes sur le quotidien des employés: augmentation du stress dû à des tours de service plus pénibles ainsi que des problèmes accrus de sécurité et de gestion des absences pour cause de maladie. La dégradation des conditions de travail se vérifie par l'introduction de principes de gestion du personnel jusqu'alors étrangers aux services publics tels que le salaire au mérite et à la prestation, les évaluations systématiques du personnel et le remplacement des anciens statuts du fonctionnaire par des conventions collectives de travail.

ELECTRICITÉ: ORAGE EN VUE

La défaite la plus cinglante des chantres du libéralisme fut sans conteste celle sur la Loi du marché de l'électricité (LME). Poussée par les services de Leuenberger et défendue avec verve par leur chef, votée par une écrasante majorité des parlementaires de droite et de gauche, la loi fut clairement rejetée par le peuple suite à une campagne de la gauche et des syndicats. Depuis, tous les exemples étrangers récents l'ont démontré: la Californie n'était pas un cas à part, mais bel et bien l'exemple-type de l'évolution d'un marché électrique libéralisé (*PaG*, octobre 2003).

La gauche ne peut cependant pas se reposer sur ses lauriers. Malgré le succès du référendum, les autorités fédérales n'ont pas abandonné leur poli-

tique de libéralisation. Ainsi, au lieu d'aller dans la direction d'une véritable loi sur l'approvisionnement électrique, le département de Leuenberger est favorable à une LMEbis dont l'orientation de fonds restera la même: libéraliser le secteur énergétique.

LE RÔLE D'UN MINISTRE SOCIALISTE

Que Moritz Leuenberger ne puisse pas être rendu pour seul responsable de cette évolution semble évident. Or, un ministre socialiste qui assume entièrement la logique libérale constitue une lourde hypothèque. Aujourd'hui comme hier, la présence des socialistes au Conseil fédéral doit servir à faire entendre une voix de gauche face à la population. Micheline Calmy-Rey le démontre à merveille par sa politique extérieure même si son l'impact sur la vie quotidienne des gens reste symbolique. Moritz Leuenberger aurait eu la possibilité de hisser le drapeau de la défense du service public sur le toit du Palais fédéral. Il aurait pu en devenir le porte-parole.

Le fait qu'il n'en soit pas ainsi n'est pas anodin. Les conseillers fédéraux sont désignés par le Parlement. En 1995 – avant que ne se déchaîne la vague des libéralisation et alors que les socialistes y étaient

encore favorables – le choix de la droite est tombé sur quelqu'un dont les orientations en la matière étaient claires. Il leur fallait un socialiste pour faire avaler la pilule amère du démantèlement des services publics à la population. Pour la droite, ce choix s'est révélé payant. Les socialistes, eux, devraient réfléchir sur le sens de

la participation au Conseil fédéral quand la facture à payer est aussi lourde.

Oran McKenzie

Analyse de François Gatabin:

http://www.sev-online.ch/dl/memoire_idheap_fg.pdf?contentstring=030405&navistring=030405&cont_page_id=1

LA GAUCHE TECHNOCRATIQUE ET SES SUCCÈS

Le bottin mondain du Parti socialiste suisse (PSS) est si bien tenu que lors de ses repas «militants», chance vous est donnée de prendre place auprès de grands fossoyeurs du service public. Débutons par la lettre G avec U. Gygi, ancien chef de l'Administration fédérale des finances et actuel directeur de la Poste où y il assure la restructuration de l'entreprise. Lettre H: P. Hablützel, directeur de l'Office fédéral du personnel depuis 1989 dont l'une des tâches a été de soudoyer les syndicats pour mieux supprimer le statut de fonctionnaire. A la lettre N apparaît l'ex-syndicaliste D. Nordmann, actuel directeur de CFF Cargo, qui avec son ex-chef à direction des CFF, B. Weibel, a été un des fers de lance de la restructuration de la régie fédérale. Quelques pages en arrière, à la lettre R, pour y trouver J.-N. Rey, conseiller national socialiste depuis octobre 2003, ancien collaborateur d'O. Stich, puis directeur de la Poste où il y ordonna les premiers licenciements avant que le camarade Gygi n'assume le relais en février 2000. Enfin, la lettre S avec le chef de l'Administration fédérale des finances, P. Siegenthaler, ex-bras droit de U. Gygi et en charge du chapitre «socialisation des pertes» dans le sauvetage de Swissair.

Ces «socialistes» n'ont donc plus rien à voir avec la base du PSS tant au niveau matériel – le montant de leurs salaires défrayant régulièrement la chronique – que par la formation et la logique de réseaux qui les animent. U. Gygi, B. Weibel et P. Siegenthaler, tous trois acquis aux canons de l'économie néo-classique d'entreprise et ex-assistants du prof. W. Mueller à l'Université de Berne, ont vu leur ascension dans les hautes sphères de l'Etat fortement encouragée, tout comme J.-N. Rey, avec l'élection d'un conseiller fédéral socialiste par la droite bourgeoise: O. Stich...

YS



DOSSIER : SOCIALISTES ET CONSEIL FÉDÉRAL : LE DILEMME ?

La participation des socialistes au CF est devenue contre-productive

Autrefois monolithe radical, l'Exécutif fédéral a progressivement incorporé la poussée des autres partis. Si les socialistes en ont profité durant les Trentes Glorieuses pour développer des politiques redistributives, les bases économiques et politiques actuelles imposent aux socialistes de se retirer au plus vite du Conseil fédéral.

Michel Cambrosio,
député socialiste, Vaud

En décembre 1943, les radicaux cédaient l'un de leurs quatre sièges au Conseil fédéral pour permettre l'élection d'un socialiste et renonçaient ainsi à leur majorité absolue. La nouvelle composition du gouvernement (trois radicaux, deux catholiques conservateurs, un agrarien et un socialiste) garantissait toutefois que la direction des affaires resterait conforme aux intérêts de la bourgeoisie helvétique. L'antistalinisme des socialistes, et leur récente participation à l'effort de défense nationale, permirent cette évolution. Quant au sacrifice radical, il offrait à la droite un avantage majeur. Les lendemains de guerre sont souvent socialement difficiles et le souvenir de la Grève générale de 1918 n'était pas si lointain. A ce titre, la participation d'un socialiste constituait une garantie intéressante.

PROGRÈS SOCIAL ET PAIX SOCIALE

Les années d'après-guerre virent une confrontation de plus en plus accentuée entre les démocraties occidentales et le bloc soviétique. Partout en Europe de l'Ouest, l'heure est à l'anticommunisme. Pour cette raison, la bourgeoisie cherche également des solutions socio-économiques permettant de ménager la classe ouvrière et de lui assurer un relatif bien être. En Suisse, l'ouverture à la gauche modérée s'accroît en décembre 1959 avec l'accession de deux socialistes au gouvernement. Paix sociale, luttes de basse intensité entre les formations politiques, revendications syndicales

mesurées. En contrepartie : augmentation du pouvoir d'achat des salariés, développement et consolidation des assurances sociales. Une croissance économique moyenne relativement soutenue permet ces évolutions. Un consensus politique réel existe dans des domaines clefs comme le développement des études supérieures ou la construction du réseau autoroutier.

DU RETRAIT À LA RÉINTÉGRATION AU CF

Deux brefs rappels. En 1953, Max Weber, unique Conseiller fédéral socialiste, s'est retiré du gouvernement suite à l'échec devant le peuple d'un projet financier et fiscal ; six ans plus tard, les socialistes se voient accordés un deuxième siège. L'alliance, dès 1943, ne fut jamais cimentée par un contrat de gouvernement ; l'accord était explicite, et ce sont les faits qui se chargent de démontrer au fil du temps que toutes les parties en tiraient un avantage.

LES TEMPS CHANGENT

Ce mariage de raison n'a plus lieu d'être. Le contexte politico-économique qui en Europe, voire aux Etats-Unis, permettait une atténuation des luttes de classe a disparu. Les nouveaux concepts de politique économique visant à retrouver ou augmenter le taux de profit des entreprises et des détenteurs de capitaux, concepts d'abord expérimentés aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, ont peu à peu gagné le monde entier. La chute du Mur en 1989 a accéléré le mouvement. Depuis, les salariés, mais aussi les paysans, connaissent un appauvrissement progressif, selon des modalités et des rythmes très variables toutefois,

lesquels correspondent à la diversité et à la complexité de l'économie du XXI^e siècle.

LA PARTICIPATION AFFAIBLIT LE PS

Face à cette situation, la gauche, dans toutes ses tendances et dans tous les pays, reste relativement désemparée. A ce titre, et faute de mieux, la politique du PSS, axée pour l'essentiel sur la défense des services publics et des assurances sociales, est tout à fait opportune et estimable. Mais sa participation au Conseil fédéral affaiblit sa position. Les éléments macro-économiques et macro-politiques qui permettraient son alliance avec la bourgeoisie ont disparu. La situation est rendue plus délicate encore en raison de la faiblesse du PIB helvétique au cours de ces vingt dernières années. Nul doute que les attaques de la droite vont redoubler d'intensité à l'avenir. Comme par le passé, les principaux obstacles à cette politique néo-libérale viendront

de la nécessité de trouver une majorité au parlement pour adopter les lois, et surtout de l'existence du droit référendaire. Il faut ici relever que les plus grandes victoires remportées par la gauche en référendum (affût chômage, loi sur le travail, loi sur le marché de l'électricité) l'ont été à chaque fois contre l'appareil du PSS, inhibé par son souci de concordance. Il est évident également que la présence des ministres socialistes oblige le parti à la retenue dans ses attaques contre le gouvernement, par peur de mesures de rétorsion contre ses propres représentants. Enfin, le potentiel de colère et de désarroi ressentis par la majorité de la population ne se traduit pas par des gains électoraux pour le PSS. La participation socialiste au Conseil fédéral actuel facilite plutôt qu'elle ne freine la mise en place de politiques néolibérales. Il est symptomatique que l'UDC, après avoir répété sans cesse que radicaux et démocrates-chrétiens mènent une politique de centre-gauche avec le PSS, ce qui est évidemment ridicule, exige l'éviction d'un PDC et suggère, de fait, le maintien des socialistes au Conseil fédéral. En 2003 comme en 1943, la droite sait sacrifier une pièce mineure au profit de ses intérêts supérieurs.



DOSSIER : SOCIALISTES ET CONSEIL FÉDÉRAL : LE DILEMME ?

Une seule certitude: le PS ne peut se faire le complice de l'UDC

Avant d'envisager une sortie du Conseil Fédéral, le PS ne peut pas se faire l'économie de discussions avec un PDC à recentrer et Les Verts.

Valérie Garbani,
conseillère nationale, Neuchâtel

Depuis le 19 octobre 2003, toutes et tous reconnaissent en la Suisse un nouvel Etat: le Blocherland. Le putsch de l'UDC a été tacitement admis dès le 20 octobre 2003. La citadelle a été conquise par la droite dure et chacun clame que c'en est aujourd'hui bel et bien fini de la politique de concordance. Ce qui est exact. Les électrices et électeurs ont montré qu'ils voulaient plus de clarté, qu'ils souhaitent en réalité un gouvernement qui se rapproche d'une politique d'alternance, un gouvernement de coalition. La Gauche rose-verte est aussi sortie renforcée de ces élections fédérales, avec 70 sièges (+ 7) soit 30,7% pour 59 pour la droite dure (+ 11) pour un «centre» en perte de vitesse avec 71 sièges (-18) soit 31%. Quel gouvernement de coalition? La seule certitude est que le PS ne peut se faire le complice des thèses de l'UDC et, partant, que seules deux options sont envisageables : soit il tente de former un gouvernement de coalition de centre-gauche qui excluerait l'UDC et qui intégrerait les Verts, soit il se laisse pousser dans l'opposition par les tenants et tenants d'un gouvernement accrochés à un gouvernail mettant le cap fermement à droite, sans concessions. Un gouvernement composé de deux socialistes, de deux UDC, de deux PRD et d'un PDC n'est en effet pas envisageable. Une telle composition aura pour effet de faire le beurre du PRD et du PDC lors des élections fédérales de 2007. Tout en demeurant les clones de l'UDC, les anciens partis de la «droite traditionnelle» accuseront les «extrêmes» de blocage lors de la campagne de 2007. La polarisation est et demeurera en effet leur seul

argument électoral. Or, il est fort à parier que ce n'est pas l'UDC qui fera les frais de ce soit-disant positionnement au centre au titre de slogan électoral, à tout le moins pas en Suisse romande où son potentiel électoral maximal n'est pas encore atteint.

L'ESPOIR FAIT VIVRE

Bon nombre d'arguments parlent en faveur de l'éjection du Parti socialiste du gouvernement, notamment celui de sa crédibilité comme marionnette d'un gouvernement encore plus à droite. Mais également, quels sont en réalité les changements effectifs par rapport au 18 octobre 2003? L'UDC a donné l'ordre à la classe politique d'élire Christoph Blocher au Conseil fédéral sous la menace du retrait de ce parti du gouvernement et du lancement d'une initiative populaire pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple. Cette arrogance n'est pas nouvelle, elle a marqué la dernière législature et elle a été le fait non seulement de l'UDC mais de l'ensemble de la droite au parlement pour qui l'adversaire demeure, non pas l'UDC, mais la Gauche. Non seulement en matière de flexibilisation de l'âge de la retraite, mais également dans d'autres dossiers, comme la révision du droit du bail, le PDC aussi a clairement choisi son camp entre 1999 et 2003, celui des opposants et opposants à une politique du centre. Le PDC n'a par exemple pas soutenu l'accord romand, fruit d'une négociation entre l'ASLOCA et les milieux immobiliers romands, ces derniers appartenant plutôt, en Suisse romande, avant le 19 octobre, au centre-droit. Il a privilégié la voie de la libéralisation du droit du bail prônée par les radicaux zurichois et l'UDC. Pourquoi en irait-il autrement durant les

quatre années à venir? Un gouvernement de centre-gauche avec deux sièges PDC et l'exclusion de l'UDC semble ainsi bien illusoire tant le PDC a perdu de sa fibre sociale, tant il est volatile. Peut-être le PS obtiendra-t-il, le 9 décembre 2003, sur le papier que le PDC soutienne s'engage en faveur du service public, du non démantèlement des assurances sociales, de l'adhésion à l'UE mais les coups dans le dos sont programmés puisque la discipline de parti n'est pas un acquis au PDC.

DEHORS NOUS NE SERONS PAS FORCÉMENT PLUS FORT

A l'heure actuelle, je plaide toutefois pour tenter une telle coalition de centre-gauche car une exclusion du PS me semble être une stratégie dangereuse. L'UDC a mordu sur l'électorat d'extrême droite en 1999, sur l'électorat de droite en 2003 et sa stratégie pour 2007 est de mordre sur l'électorat

de gauche. Or, nous ne sommes pas certains de gagner, voire de faire aboutir, tous les référendums indispensables pour bloquer une majorité parlementaire et gouvernementale de droite. Nous ne sommes pas certains, en étant un pur parti d'opposition, de remplir au mieux notre tâche essentielle qui est d'être et de demeurer le plus fort rempart contre l'UDC. Un parti d'opposition doit être non seulement un parti de combat mais également un parti qui obtient le soutien d'une majorité de la population. Des échecs successifs en votations référendaires ces quatre prochaines années nous affaibliraient. Les élections fédérales de 2007 pourraient alors être un vote-sanction pour la Gauche alors qu'elle est encore sortie grandie du 19 octobre 2003. En revanche, si les radicaux de centre droit et le PDC ne s'allient pas à nous, la messe sera dite et, pour paraphraser Blocher, «nous nous reverrons à Philippines»!

LE DÉBAT SUR LA PARTICIPATION EN 1982

C'était il y a tout juste vingt ans en arrière. Le 7 décembre 1983, la droite bourgeoise venait de refuser l'élection au Conseil fédéral de Liliane Uchtenhagen, la candidate officielle du Parti socialiste suisse (PSS), et élit Otto Stich. Suite à cet affront, le PSS convoque un congrès extraordinaire pour février 1984. Principal point à l'ordre du jour : faut-il sortir du Conseil fédéral? Le comité directeur, le comité central et des personnalités telles que le président du PSS Helmut Hubacher ou la vice-présidente et future syndique de Lausanne, Yvette Jaggi, sont favorables à une sortie. Au congrès, ils s'opposent à la fois à l'aile droite du PS mais également à des figures ancrées à gauche, telles que le conseiller national Bernard Meizoz. Après un débat mémorable, les partisans de la participation l'emportent. Ils convainquent la majorité que les avantages justifiant un maintien au gouvernement dépassent les inconvénients.

Les socialistes minoritaires voyaient dans la sortie du Conseil fédéral notamment la possibilité de redynamiser le PSS et la gauche. La poursuite d'une politique d'opposition constructive et le recours systématique aux armes de la démocratie directe devaient renforcer sa position dans son rapport de force avec le bloc bourgeois. Dans ce contexte, le rapprochement entre les diverses composantes de la gauche suisse était vue comme indispensable.

DOSSIER : SOCIALISTES ET CONSEIL FÉDÉRAL : LE DILEMME ?

Affaire Pesenti: quand la gauche ne fait pas le poids

A la veille des élections fédérales, la majorité bourgeoise du Conseil d'Etat tessinois a défrayé la chronique en lançant une brutale offensive contre les prestations sociales octroyées par le département de la socialiste Patrizia Pesenti. Le tabou d'un retrait du Conseil d'Etat n'est pour autant pas tombé.

Bien que purement cantonale, l'annonce du désaffectement du porte-feuille des affaires sociales des mains de la conseillère d'Etat socialiste Patrizia Pesenti a ébranlé toute la Suisse. Accusée de manquer à son devoir de collaboration, les accusations adressées par les partis bourgeois tessinois à Patrizia Pesenti semblaient en effet des plus irréalistes. Voilà moins d'une année, lors de sa candidature au Conseil fédéral, Patrizia Pesenti était dépeinte comme l'une des socialistes les plus à droite du PSS. Pour remplacer Ruth Dreifuss, les partis bourgeois lorgnaient déjà sur elle pour faire barrage aux candidates officielles du groupe socialiste, jugées trop à gauche. Les journaux vantaient son ouverture aux compromis, et moins d'une année plus tard, la résistance de Patrizia Pesenti face à la droite amène les citoyen-ne-s tessinois-es à descendre dans la rue pour défendre sa politique sociale. De dérive droitrière, la conseillère d'Etat devient à la veille des élections fédérales 2003 l'icône d'un socialisme de résistance face aux excès d'anti-étatisme de la droite. Mais ce n'était pas la première fois que l'action de l'ancienne juge des mineurs était critiquée.

UNE CONSEILLÈRE D'ETAT VIVEMENT ATTAQUÉE

A sa gauche tout d'abord, son élection n'a pas reçu les louanges de la gauche du parti socialiste ; et pour cause, l'élection de Pesenti avait empêché l'accès au Conseil d'Etat d'un socialiste réputé plus à gauche et, d'autre part, son élection n'a été rendue possible que par un large soutien des électeurs de droite, d'obédience

léguiste notamment. Plus tard, ce sont les autonomes tessinois qui se sont opposés vigoureusement à la descente de police très matinale au « Molino di Canobbio », un centre autogéré où se trouvaient notamment des familles équatoriennes. Aux dires de ses détracteurs, Pesenti n'avait pas cherché de terrain d'entente avec les résidant-e-s du centre autogéré avant d'opérer de la sorte. Le PS cantonal n'avait alors pas hésité à se désolidariser de sa ministre. Puis ensuite, les attaques sont venues de sa droite. Réélue aux élections d'avril, ses collègues du Conseil d'Etat se sont mis en tête, fait plutôt rare, de lui barrer l'accès à la présidence tournante de l'exécutif cantonal. Puis, le climat

s'est encore péjoré jusqu'à la conférence de presse du 17 octobre dernier. Le Président du Conseil d'Etat tessinois, Marco Boradori (Lega), annonce que les membres bourgeois du collège cantonal se sont emparés des dossiers du Département des affaires sociales. Pour seule justification, le léguiste explique que c'est pour le canton, le seul moyen d'aller de l'avant et de contenir l'augmentation des dépenses.

RETOUR À LA COLLÉGIALITÉ

Renforcée par le soutien populaire, Pesenti bénéficiera d'un retour en arrière de ses collègues bourgeois. Afin de célébrer leur nouvelle entente, le collège gouver-

nemental en a profité pour redéfinir les bases de leur collaboration, autrement dit le respect de la collégialité. Ce qui n'empêche pas un Conseiller d'Etat d'exprimer son opinion personnelle pour autant qu'il n'entrave pas l'application des décisions prises par la majorité.

LA PARTICIPATION AUX CONSEILS D'ETAT N'EST PAS NON PLUS OBLIGATOIRE...

Cette affaire est riche en leçons. Elle souligne que la participation socialiste s'avère particulièrement difficile, voire impossible dans un rapport de force si inégalitaire (4 contre 1). En charge du Département des affaires sociales et de la santé, les dossiers peuvent être de surcroît rapidement otage des décisions de la majorité bourgeoise. Enfin, alors que le retrait des socialistes du Conseil fédéral est une éventualité régulièrement évoquée, cette stratégie au niveau cantonal reste un tabou. Et pour cause, renforcée par un soutien populaire hors du commun, Patrizia Pesenti peut désormais se prévaloir d'avoir le peuple avec elle. Espérons que cela l'incite à un socialisme plus combatif et à ne plus glorifier comme elle a pu le faire l'art du compromis.

Arnaud Bouverat

UNE FOIS ÉLU-E-S, CERTAIN-E-S OUBLIENT LE PARTI...

Moritz Leuenberger, un conseiller fédéral qui veut éviter à tout prix un référendum contre la libéralisation de la poste; de l'autre côté, un parti socialiste qui demande l'arrêt de toute privatisation ou libéralisation; Un PS qui apprend par voie de presse la restructuration des centre de tri postaux; Daniel Brélaz, Municipal, qui ne s'embarrasse pas de consulter ses fonctionnaires avant de lancer ses projets de réforme dans la politique du personnel; Pierre Chiffelle, conseiller d'Etat vaudois en charge du dossier migration qui omet de discuter avec son parti avant d'annoncer le renvoi de clandestins. Voilà quelques exemples qui montrent que les relations entre les mandataires dans les Exécutifs et leur parti de gauche ne sont pas toujours au beau fixe. Et pour cause, si certaines personnalités conçoivent plus les partis comme des tremplins, d'autres s'estiment plus redevable à leur électorat qu'à leur parti. Nombre de membres d'exécutif se sentent ainsi plus liés aux élu-e-s, à savoir au groupe parlementaire, qu'aux instances du parti. Si les contacts avec la base sont fréquents dans les partis de gauche, ils restent très insuffisants.

Quand, dans les cantons, les mandataires socialistes maintiennent les contacts avec leur parti et font régulièrement acte de présence aux comités directeurs et assemblées plénières, il en va autrement au niveau fédéral. En raison d'un agenda chargé et d'autres considérations plus stratégiques, les discussions entre le PS et ses représentant-e-s au Conseil fédéral se font par exemple essentiellement par l'intermédiaire du groupe ou de la présidence du parti. La démocratie interne s'en ressent tout en rendant davantage difficile le rapport entre parti et représentant au gouvernement en temps de crise.

Une plus grande transparence envers le parti et une meilleure collaboration deviennent une urgente nécessité. Les positions adoptées par le parti doivent être entendues par les mandataires et servir de base à leur travail. Ces derniers sont appelés à faire corps avec les positions adoptées sinon l'absence de cohérence entre les positions défendues au sein du collège et par le parti ne justifie plus la représentation au gouvernement. Face à la polarisation croissante de la vie politique et sociale en Suisse, la gauche doit parler d'une seule voix, sans être obligée de résoudre des problèmes de communication. AB

Argentine et dettes publiques: Immoralement acceptable

«Le paiement de la dette [argentine] ne doit pas passer avant la justice sociale». Derrière ces mots, un homme plutôt avare de tels propos et pour cause, puisque ce jour-là le parolier était H. Koehler, directeur du Fonds Monétaire International (FMI). Zoom arrière sur un éclair de lucidité soudain, quoique peu convaincant.

Mi-décembre 2001, l'Argentine, exsangue après trois ans de récession, est en faillite et arrête le remboursement de ses dettes. Débarquent alors les experts du FMI avec une exigence sous forme de pourcentage: 4,25% d'excédent budgétaire à dégager pour assurer le service de la dette. Le gouvernement argentin refuse, mais promet 3%. Elu à la présidence en mai 2003, N. Kirchner se dit prêt à en découdre avec le FMI quitte à suspendre les règlements auprès de celui-ci. Chose faite le 10 septembre dernier et stratégie gagnante, le FMI accepte de reporter fin 2006 le paiement des seuls intérêts d'un emprunt de 21,6 milliards de dollars. Pour la première fois donc, le FMI reculait face à un Etat du Sud, certes appuyé par un gouvernement américain craignant une déstabilisation majeure de la région, Argentine et Brésil en

tête.

Fort de cette victoire, N. Kirchner ordonne quelques jours plus tard à son ministre des finances, R. Lavagna, de proposer aux détenteurs de créances contractées par l'Etat argentin de renoncer à 75% de la valeur de leurs titres. Le montant total s'élève à 93,4 milliards de dollars (dont 10,3% détenu par des Suisses). C'était le 22 septembre dernier lors de la réunion annuelle du Fonds et de la Banque mondiale à Dubaï. Un jour plus tard, G. Bush recevait son homologue argentin à l'ONU en ces termes: «Voilà l'homme qui a conquis le FMI».

Reste à avaler la pilule du côté d'investisseurs privés échaudés par une manœuvre, qualifiée sans trace d'ironie à l'égard des 19 millions d'argentins vivant sous le seuil de pauvreté, de «*moralelement inacceptable*» (*The Economist*, 27.09.03). Peu disposés à abandonner, des créanciers – les fonds «vautours» en jargon – multiplient les recours devant la justice US et gagnent. Une décision d'un tribunal new-yorkais vient ainsi de condamner l'Argentine au paiement de 700 millions de dollars à fin octobre (*Le Monde*, 21.01.03). Et on se pique à l'idée

que ressurgisse la diplomatie de la canonnière pour exiger l'acquittement des dettes...

L'annulation réelle de ces créances est donc loin d'être gagnée. D'ailleurs, si cela se produisait, le niveau des dettes du secteur public serait encore à

90% du produit national brut, soit 100 milliards de dollars. Que l'on se rassure donc, il y a encore un bout de chemin avant d'arriver à la «*justice sociale*». En annulant par exemple la dette argentine?

Yves Steiner

ÉLECTIONS 2003: LA DROITE...



Résistance andine

La Bolivie vit une période bouleversée. Soumis à un régime néolibéral impitoyable et confrontés à une accentuation des inégalités ethniques et de classe, les indiens *aymara*, les *cocaleros* sous Evo Morales, leader charismatique du Mouvement au Socialisme (MAS), les mineurs, colonne vertébrale de la classe ouvrière bolivienne, le jeune mouvement des paysans sans-terre et d'amples secteurs de

la classe moyenne ont obtenu une victoire: la fuite à l'étranger d'un président sans légitimité démocratique et le gel d'un projet à haute valeur symbolique – la vente de gaz naturel aux Etats-Unis à travers les ports chiliens.

D'aucuns annoncent déjà le début d'une nouvelle révolution en Bolivie, à l'image de celle, digne mais contradictoire, de 1952 et une extension au-delà de ses frontières. Or, les Républiques andines

se trouvent dans une situation difficile. Au Pérou, le gouvernement d'Alejandro Toledo s'est transformé avec une vitesse époustouflante en un régime autoritaire. En Equateur, la politique de Lucio Gutiérrez a amené le puissant mouvement indigène à lui retirer son soutien. En Colombie, l'alignement sur les Etats-Unis est entier même si la récente victoire électorale de la gauche à Bogotá ouvre les portes de l'espoir.

Une chose est cependant certaine: la résistance andine contre l'implacable logique néolibérale et le comportement dictatorial du Fonds monétaire international (FMI) ne cesse d'augmenter. Pendant ce temps, le gouvernement de *Lula* peine à sortir de l'impasse gestionnaire dans laquelle il semble s'être engouffré. Jusqu'à quand?

PhMü

Mais que fait la police ?

Après plusieurs mois, de récolte d'informations, de synthèse et de rédaction, la permanence juridique G8 a enfin publié son rapport. La permanence juridique G8 est un collectif qui s'est mis en place en prévision des manifestations autour du G8. Son but est la défense des droits des manifestant-e-s, quelle que soit l'action reprochée à ces derniers. Elle s'est constituée d'une permanence téléphonique et d'équipes de «Legal Team» qui ont observé sur le terrain l'action de la police envers les manifestant-e-s.

Dans un rapport d'une centaine de pages la permanence dénonce la violence verbale et physique commise par la police. Cette violence, bien que non systématique, est allée crescendo depuis la mémorable intervention télévisée où Micheline Spörri a démontré son

ignorance du terrain et de la réalité d'une manifestation, le dimanche 1^{er} juin en début de soirée.

Evidemment, le chef de la Police genevoise ad intérim pendant la période du G8 minimise l'importance des faits reprochés, en argumentant que le nombre de plaintes déposées contre des agissements de la police est très faible. Fait que relève également la Permanence, expliquant que plusieurs personnes sont venues témoigner, mais ne désirent pas porter plainte, de peur des représailles ou étant persuadées que cette démarche n'aboutira à rien. C'est pourquoi la Permanence, parmi d'autres recommandations, relève l'importance d'un organisme indépendant pour l'enregistrement des plaintes contre la Police. Si tout va si bien au sein de la Police genevoise, on ne

voit pas pourquoi cet organe ne pourrait pas être mis en place, ce d'autant plus que l'actuel commissaire à la déontologie M. Olivier Vodoz l'appelle de ses vœux.

Actuellement, et depuis le G8 où Micheline Spörri, dépassée par les événements, a laissé la bride sur le cou de la police genevoise, on assiste à un véritable bras de fer entre la police (contrôlée par ses syndicats) et les autorités politiques. La loi sur la police est en discussion au Parlement et les coups de force croissent sans cesse: la justification des revendications salariales des policiers passe par la multiplication d'actions de répression spectaculaires et la traditionnelle tolérance genevoise face à la contestation politique est bel et bien oubliée.

Il est difficile aujourd'hui

d'envisager une solution à ce conflit croissant et ce n'est pas auprès du Procureur général Zappelli qu'il faut se tourner pour rétablir le dialogue : soumis également à de multiples critiques sur ses compétences et son engagement, Daniel Zappelli a déjà fort à faire pour maintenir une image qui, au sein même du milieu judiciaire, est ternie. La droite majoritaire au parlement et au gouvernement ne veut pas intervenir, trop heureuse que la gauche soit dans le collimateur des policiers. Et évidemment, ce choc de «titans» se fait au détriment des citoyen-ne-s, de leur droits démocratiques et de leur sécurité.

Carole-Anne Kast

«*Violence et abus de la police à Genève durant la période du G8 (mai-juin 2003)*», Rapport de la Permanence juridique G8.

Le Rapport peut être commandé au +4179 463 17 89 ou antirepg8@no-log.org.

EN BREF

Alertez les mamans!

Grâce à l'entrée en vigueur de la *Loi sur l'égalité (1996)*, l'Association vaudoise pour les droits de la femme (ADF) a pu pour la première fois agir en qualité de plaignante en vue de faire constater une discrimination à la promotion. Résultat : Elle remporte un joli succès. L'ADF avait ouvert action devant le tribunal des Prud'hommes de Lausanne contre l'Etat de Vaud afin de faire constater que la candidature d'une greffière substitute au poste de premier greffier avait été écartée pour des motifs discriminatoires. Selon les juges, c'est bien l'annonce de sa grossesse qui est apparue comme déterminante pour ne pas avoir retenu le dossier de candidature. Cela constitue une discrimination contraire au principe d'égalité entre femmes et hommes. Les juges n'ont pas suivi l'Etat de Vaud qui affirmait avoir retiré la candidature non en raison de la grossesse mais à cause de l'absence qui allait en résulter. En effet, grossesse et absence sont liées. Cet arrêt aura très probablement une incidence sur les rapports de travail dans le reste de l'administration cantonale. Bravo l'ADF !

Cesla Amarelle

FRANÇOIS LACHAT AMER APRÈS SON ÉCHEC



EN BREF

Le Locle: la gratuité à l'essai

Sur proposition écologiste, le Conseil général du Locle a adopté à une courte majorité l'introduction de la gratuité des transports publics de la commune, et ce pour une période d'essai de quatre ans. Votée début octobre, cette démocratisation de l'accès aux transports urbains est déjà contestée par le parti libéral qui a lancé un référendum et récolté les 1200 signatures nécessaires. Les Loclois devront donc se prononcer sur cet objet à début 2004. Toutes les forces progressistes regardent avec un intérêt certain du côté des montagnes neuchâteloises. Le Locle, grâce à son matériel roulant, deviendrait-il un îlot de gratuité dans un monde marchand ? AB

EN BREF

Sur Vaud, on peut être vache avec les bœufs

L'autre jour, une séance d'information pour l'initiative cantonale vaudoise contre l'octroi des droits civiques aux étrangers sur le plan communal, à l'instigation du comité d'initiative, se tenait dans la Vallée de Joux. Cette assemblée n'a attiré qu'une dizaine de personnes et, au grand dam des organisateurs, ce petit auditoire n'était composé que de membres et de sympathisants du PS local, ainsi que d'étrangers parfaitement intégrés.

Qu'est-ce qu'ils ont dégusté, les initiants, en réponse à leur argumentation simpliste et mensongère, amalgamant étrangers, Europe, requérants et sans-papiers ! Ils sont repartis la queue entre les jambes, en jurant qu'ils ne remettraient jamais les pieds dans cette contrée peuplée de sales irréductibles gauchistes. Pour l'auditoire, par contre, la soirée s'est terminée dans une ambiance chaleureuse autour d'un verre de... rouge ! CV

Impressions de campagne

La campagne des élections fédérales est terminée. On tire la révérence. Devant l'UDC?

Des élections fédérales, on retiendra sans doute beaucoup de choses. A chacun, ses joies, ses déceptions, ses angoisses ou ses fatigues. Dans l'album de souvenirs d'une candidate lambda, je me souviendrai du premier samedi de campagne, à Sainte-Croix. Il y avait rencontré dans un chalet, avec des camarades socialistes pour un repas-discussion. Il pleuvait des cordes, le ciel était sombre, la montagne hostile et nous nous sommes perdus sur de petits chemins impraticables, le mobile sans voix, dans la vallée silencieuse. Commencer par s'égarer, était-ce un mauvais présage?

Et puis, plus tard, un autre samedi, dans un village vaudois, une distribution de roses. Des commerçants qui occupaient la rue nous interdisent de faire campagne. Le ton monte, l'agressivité aussi. Un homme, qui se dit de l'UDC, nous repousse violemment et dit : «toi, va t'occuper de tes enfants...» Même geste, même violence, la semaine suivante, à Lausanne, par des militants de l'UDF.

Agressivité, hostilité, échanges de phrases assassines. Telles ont été les caractéristiques de ces élections fédérales. Une tendance qui a trouvé son apogée dans la publication mensongère, dangereuse,

outrancière de l'UDC dans les médias. Trois jours après que le parti socialiste eut annoncé le lancement du référendum contre la 11e révision de l'AVS, le parti de Christoph Blocher détourne l'attention de la population de la sécurité sociale vers la peur primaire de l'étranger. Trop facile de privilégier les fausses solutions à l'évocation des vrais problèmes de notre société...

Puis le choc, le 19 octobre au soir. Un choc fortement théâtralisé, puisque que les résultats étaient prévisibles, annoncés, attendus. Et chacun a joué son rôle. Mais avec quelle facilité! Avec quelle aisance, les partis de droite se sont mis au garde-à-vous du vainqueur, avec quelle promptitude, ils se sont soudain trouvés de nombreux points communs, un objectif identique, se sont sentis prêts pour une collaboration prometteuse à peine assombrie par quelques divergences européennes... Oubliées, les critiques de la présidente des radicaux contre «la coalition de l'immobilisme», oubliées au soir du 19 octobre, les fortes convictions des libéraux pour un humanisme ouvert et tolérant, oubliée enfin la méfiance des patrons helvétiques à l'égard du parti blochérien. Si la coupole est sous la coupe de l'UDC, alors que le

pays s'y mette aussi.

Et la droite, qui, pendant quatre ans, a mené une politique de droite, a imposé une rigueur financière de droite, des sacrifices sociaux de droite, se découvre soudain du centre. Les radicaux et les démocrates-chrétiens, historiquement le centre de notre petit monde et de nos petites affaires, le centre de nos grandes banques et de nos riches conseils d'administration mais bien

à droite sur l'échiquier politique, se déclarent, au centre de la gauche, au centre de l'UDC, comme des courtisanes un peu fanées, prêtes à se donner à qui veut les acheter – les radicaux contraints d'un adoubement de l'UDC, les démocrates-chrétiens, se soldant au plus offrant.

Triste spectacle en vérité. Et dire que le rideau n'est pas encore tiré!

Géraldine Savary

VALÉRIE GARBANI FÊTE SA RÉÉLECTION AU CN



EN BREF

Néolibéralisme = régression économique

Chaque année la CNUCED nous interpelle sur la situation tragique du Sud. Son Rapport 2003 n'échappe pas à la règle. Comme en 2002, le ton y est tonitruant et témoigne de l'inaïté économique du néolibéralisme. La CNUCED s'érige contre la grande fracture entre Nord et Sud et montre que les conséquences de 20 ans d'hégémonie néolibérale sont partout négatives. Leur principal effet fut de créer une instabilité générale de l'économie mondiale.

Le cas de l'Amérique latine est éclairant. «Bon élève du FMI», elle subit un processus brutal et profond de désindustrialisation et de réduction de l'emploi et des droits sociaux. Les libéralisations sont en passe de liquider les secteurs manufacturiers locaux au profit des multinationales. Pourtant, le «fanatisme invite à redoubler d'efforts face à l'échec» et pousse les séides du marché vers une «deuxième génération de réformes néolibérales». Cette nouvelle accélération attendue du néolibéralisme risque de mener vers une crise mondiale de surproduction. Pour la CNUCED, seule une politique coordonnée de relance de la demande et de redistribution des richesses aux plans national et international pourra nous sauver de l'abîme. Vu le chemin à parcourir, le constat n'est guère optimiste...

Ils l'ont dit...

Pour la conseillère nationale fribourgeoise Thérèse Meyer, le PDC doit «adopter un langage plus simple et des propos plus tranchés». Elle poursuit en affirmant qu'un gouvernement de droite sans les socialistes n'a pas plus sa faveur qu'un gouvernement sans démocrates du centre, mais ne se dit pas pour autant prête à lâcher un siège PDC. En matière de clarté, on a rarement fait mieux...

L'UDC Jean Fattebert marche sur les traces du PDC. Pour preuve, cette maxime tirée

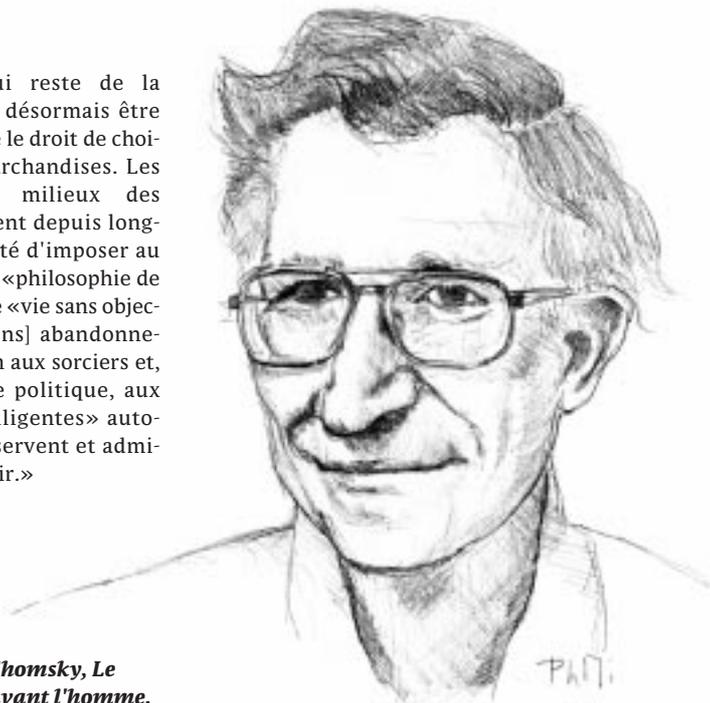
de son site Internet: «La différence entre une volonté et un sacrifice, c'est la faculté de faire des sacrifices pour obtenir ce que l'on veut».

Oskar Freysinger est plus percutant. L'UDC valaisan déclarait récemment que «la vie de l'autre n'est plus sacrée. Elle devient obstacle, fait commercial, vecteur de jouissance, en bref, objet. Ainsi en va-t-il (...) des enfants à naître que l'on avorte, puis qu'on fourre dans des crèches». M. Freysinger devrait prendre quelques cours de logique...

Alexandre Mariéthoz

Noam Chomsky

«Ce qui reste de la démocratie doit désormais être considéré comme le droit de choisir entre des marchandises. Les dirigeants des milieux des affaires soulignent depuis longtemps la nécessité d'imposer au grand public une «philosophie de la futilité» et une «vie sans objectif» (...) [Les gens] abandonneraient leur destin aux sorciers et, dans le domaine politique, aux «minorités intelligentes» auto-proclamées qui servent et administrent le pouvoir.»



Noam Chomsky, *Le profit avant l'homme*, Fayard, Paris, 2002, 82

JAB

1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

AGENDA

Jusqu'au 2 décembre

Les 50 JPG – première biennale de la photographie
La représentation du travail sous toutes ses formes.
Dans les galeries, musées, hôpitaux, etc., Genève
Exposition thématique «Représentation du travail/Travail de représentation»
Centre d'Art Contemporain, Centre de la Photographie, La Comédie de Genève, Genève

7 novembre

Conférence des secrétaires syndicales à l'égalité
Berne

8 novembre

Le logement est une nécessité, sortons-le du marché – Manifestation
14h00, Place Neuve, Genève

9 novembre

2^e tour de l'élection au Conseil des Etats
1^{er} tour de l'élection au Conseil d'Etat vaudois

Du 12 au 15 novembre

Forum Social Européen
Paris - Saint-Denis - Bobigny - Ivry

15 novembre

Assises sur les migrations
09h00 - 13h00, Maison du Peuple, Lausanne

15 novembre

Comité des Femmes Socialistes Suisses
10h30, Palais fédéral, Berne

19 novembre

Les occupations d'usine en Argentine avec deux salarié-e-s de Bruckman et de Zanon
20h00, Maison des associations, Genève

29 novembre

Assemblée des délégué-e-s du PSS
10h30, Wettingen

4 décembre

Café politique – Formule magique et élections au CF
20h30, Brasserie Bavaria, Lausanne

Temps de parole

Lui aussi, il les a vus.

Pour lui, tout a commencé par une douce après-midi d'octobre, dans la gare de Lausanne, alors qu'il cherchait une boisson qu'il ne trouva jamais. Cela a commencé par un magasin en travaux, et par un homme que le travail avait rendu trop las pour continuer à chercher. Cela a commencé par l'atterrissage brutal de deux policiers en civils sur un homme de couleur. Désormais, il n'aura de cesse de se convaincre que ce cauchemar était bel et bien réel. Deux policiers en civils qui interpellent, par la violence et par derrière, un homme de couleur, en le frappant à deux reprises à l'aide de matraques métalliques, cela m'a littéralement tétanisé. Lui scotchant le nez au sol, nuque, bras et genoux maintenus, nos deux jeunes adeptes des arts martiaux ont attendu sagement la venue de policiers en uniforme, avant de le transporter au poste de

police. Cette arrestation musclée a eu lieu à Lausanne, qui plus est dans un lieu public, et a duré plusieurs minutes. Il ne s'agit pas ici de discourir sur la culpabilité, avérée ou non, du prévenu. Il s'agit ici de dénoncer les méthodes, pour le moins expéditives, privilégiées par certains membres des forces de l'ordre lausannoises et de s'inquiéter de l'impact d'une telle intervention dans l'esprit des dizaines de témoins présents. Dans une Suisse marquée, depuis 1999, par la poussée impressionnante de l'Union démocratique du centre, qui agit l'épouvantail de l'asile et des étrangers, en l'associant constamment à la criminalité, certains membres des forces de police seraient bien intentionnés de ne pas attiser, eux aussi, les braises de la xénophobie. Cette barque là est, contrairement à celle de 1942, vraiment pleine.

*Michaël Girod, Lausanne
(Michaël.Girod@ihes.unil.ch).*